INTERVENTION COMMUNISTE

PCRF
Parti Communiste Révolutionnaire de France

JOURNAL DU PARTI COMMUNISTE
REVOLUTIONNAIRE DE FRANCE

INITIATIVE OF COMMUNIST AND WORKERS' PARTIES

N° 151 2 € Prolétaires de tous les pays, Unissez-vous ! Mars Avril 2019

Mettre en échec Macron et toutes les forces au service de la bourgeoisie !

Après quatre mois de crise politique, ouverte par la révolte des Gilets Jaunes contre la politique de Macron et de la bourgeoisie monopoliste (même si peu d'entre eux en ont conscience), où en est-on ?

Si le gouvernement et la Présidence ont dû reculer sur la hausse les taxes sur les carburants, ils ont procédé à une gigantesque opération de communication politique destinée à reprendre la main : le fumeux « Grand Débat », véritable monologue, a permis de débaucher une partie des dirigeants du parti Les Républicains et de son électorat. Les revendications des travailleurs et travailleuses et des couches populaires ont été noyées dans les médias. Macron et son gouvernement se préparent à reprendre l'offensive contre la classe ouvrière et les couches populaires : contre les droits des chômeurs et chômeuses, contre les retraites, la Sécurité sociale, les droits des travailleurs, contre les salaires… ; au point que, profitant des velléités écologiques de l'électorat petit-bourgeois, le gouvernement pourrait rétablir la taxation supprimée ! Pour faire oublier sans doute le revirement sur le glyphosate... L'injustice fiscale est confirmée comme politique, et va s'aggraver, tandis que l'on assiste à un véritable tournant dans l'autoritarisme, dans le démantèlement des libertés démocratiques. Avec son opération "Grand Débat", Macron tente de faire avancer son projet de Constitution réactionnaire, en finissant avec les restes du parlementarisme, dictant aux partis politiques qui doit être candidat avec des élues et des élus sans autre pouvoir que d'avaliser les politiques en œuvre pour le compte des monopoles capitalistes et de l'oligarchie financière.

Ce gouvernement est dangereux, Macron est dangereux !

Les moyens déployés par le pouvoir pour tenter de reconquérir une base sociale un tant soit peu solide violent tous les principes affichés : les moyens de l'État ont été mis à la disposition sans limite du gouvernement pour une campagne de propagande jamais vue depuis Vichy et sa ''Révolution Nationale'' ! Le ministre Blanquer prétend même utiliser la jeunesse des lycées, au mépris de la déontologie qui interdit de manipuler les élèves, tout en les réprimant sauvagement lorsqu'ils expriment leur mécontentement ! La répression contre les Gilets Jaunes avec des armes létales, couverte par le Ministre de l'Intérieur, soutenue par les médias de la bourgeoisie (service public audiovisuel compris) n'a pas pour but d'empêcher les "casseurs", mais d'empêcher que les manifestations se tiennent, tandis que les nouvelles lois "anti-casseurs" visent à réduire au minimum l'impact des manifestations. La charge policière contre une femme de 74 ans, Mme Legay, est significative. Quant au personnage qui occupe l'Élysée, il reste fidèle à lui-même, arrogant et cynique : les personnes « fragiles » doivent éviter d'aller manifester quand c'est interdit !

Le mécontentement dans le pays est profond. Mais ce mécontentement ne parvient pas à s'exprimer de manière organisée.

Certes, une partie des Gilets Jaunes rejette l'organisation, le mouvement syndical, l'action politique ! Mais que lui propose-t-on pour faire grandir la nécessité de renforcer le mouvement ouvrier (dont il partage les aspirations), pour permettre de faire converger le mécontentement ? Les directions syndicales confédérales, y compris dans la CGT, continuent de fantasmer sur la prétendue "main de l'extrême droite" derrière les Gilets Jaunes, participant ainsi à l'opération de racolage électoraliste à venir : "Macron face à l'extrême-droite Le Pen/Wauquier". Mais avec ce type de comportement, c'est toujours l'extrême-droite qui gagne. Ce d'autant que le discours pro Union européenne de la CGT, avec son adhésion à la Confédération Européenne des Syndicats, entre en convergence avec celui de Macron !

Si l'on veut voir les revendications satisfaites, si l'on veut stopper l'offensive sauvage contre nos droits et acquis, si l'on veut préparer l'avenir, il faut aller aux côtés des Gilets Jaunes et ensemble s'organiser, comme le font de nombreux militants et d'organisations de la CGT, souligner les convergences, et combattre s'il y a lieu les tendances fascisantes ultra minoritaires.

Mais soyons clairs : l'opposition à l'Union Européenne n'est pas une position d'extrême-droite.

Au contraire, c'est l'expression de la compréhension que les bourgeoisies française et européennes ont avec l'UE un instrument contre la classe ouvrière et les masses populaires, un instrument qui leur permet de faire table rase des conquêtes sociales, de s'opposer aux revendications, de se débarrasser des "risques" d'un suffrage universel qui permettrait des changements politiques même mineurs !
C'est l'expression de la compréhension que l'UE fait barrage à la satisfaction des revendications, ainsi qu'à la possibilité de remettre en cause la propriété capitaliste et les profits sous quelque forme que ce soit.

Et nous ajouterons que l'UE est aussi une pièce maîtresse des grands pays impérialistes (France, Allemagne, Espagne, Italie aux côtés des États-Unis et de la Grande-Bretagne) pour le maintien de leur domination sur les peuples d'Asie, d'Amérique latine et d'Afrique ; ce qu'illustrent les interventions militaires en Syrie, en Irak, le soutien à Israël, en centre Afrique, au Tchad, en Libye, et les tentatives de renverser le gouvernement légitime au Venezuela. C'est pourquoi notre parti appelle au vote blanc aux prochaines élections européennes du 26 mai, tout en participant à la campagne à l'occasion de laquelle nous exprimerons le point de vue de la classe ouvrière, qui veut affronter la bourgeoisie monopoliste à travers l'UE.

Construire les convergences, c'est renforcer le combat et rompre avec la routine !

Il ne suffit pas de répéter qu'il faut réaliser les convergences. Il faut les organiser. Dans le pays, le mécontentement est profond. C'est ce dont témoignent les difficultés rencontrées par Macron pour mettre en œuvre la politique qu'il avait promise à la bourgeoisie monopoliste. Loin de l'opération "Grand-Débat", les préoccupations des travailleurs et des masses populaires sont celles des salaires, du pouvoir d'achat, du chômage, de la santé, de l'éducation des enfants, du logement, de la retraite,… mais aussi des injustices sociales et fiscales, de l'absence de démocratie…
Ce qu'ont montré les Gilets Jaunes, c'est que la détermination et la radicalité dans la bataille sont les conditions de la victoire. C'est aussi ce que démontrent les luttes revendicatives victorieuses comme celles des travailleurs de l'Hôtel Hyatt-Vendôme, ou la combativité et la mobilisation des postiers des Hauts de Seine qui, à l'appel du syndicat SUD, sont en grève depuis 11 mois. Pour fédérer les luttes, pour concrétiser les convergences, il n'y a pas d'autres chemins. Les travailleurs sont lassés par ces journées "d'action" sans lendemain autre que des journées d'action un mois plus tard. Les syndicalistes de classe ont imposé que le 5 février et le 19 mars soient des appels à la grève. Mais ce dont on a besoin, c'est d'un plan de mobilisation et d'actions coordonnées pour mobiliser l'ensemble de la classe ouvrière et des travailleurs avec des temps forts marqués par des journées de grèves générales préparées par des actions par profession, par région, sur la base du rejet de la politique du patronat et de son gouvernement actuel avec la volonté non de la rendre plus acceptable mais de la mettre en échec !

Certes, la conscience que derrière tout cela, c'est le capitalisme (comme pour les questions environnementales) qui est responsable, et que c'est lui comme système qui doit être combattu, est aujourd'hui affaiblie. La classe ouvrière doit reconstruire son parti.
Pour autant, des victoires partielles sont possibles, qui peuvent préparer le terrain pour un renouveau du mouvement révolutionnaire. De nombreuses organisations de la CGT rompent avec la CES et la CIS et adhèrent à la FSM, l'organisation syndicale internationale pour la lutte des classes. Le rejet de l'Union Européenne chez les travailleurs de tous les pays concernés montre que la classe ouvrière n'est pas dupe de cette arme du grand Capital et qu'elle ne se fait aucune illusion sur "l'Europe sociale", ce chant des sirènes fredonné par le PS, la France Insoumise et le Parti de la Gauche Européenne (PCF + PG).
C'est justement dans les luttes pour nos droits et nos revendications, par la mobilisation contre la politique de la bourgeoisie, par le rejet du réformisme, par la rupture avec l'Union Européenne et l'OTAN que nous pouvons construire une alternative politique, dont l'objectif ne peut être que le renversement de la bourgeoisie et la construction d'une société socialiste-communiste.

Mais pour aller de l'avant, il faut reconstruire un parti de la classe ouvrière, fondant sa politique sur la science marxiste-léniniste pour vaincre la bourgeoisie. Nous vous appelons à participer à ce combat en rejoignant notre parti.

SOMMAIRE

P. 2 : Une stratégie pour les luttes syndicales ?
P. 3 : Projet de Loi Blanquer, à l'assaut de l'école publique...
P. 4 : Climat : la manipulation / Fonction publique : CAP sur les luttes !
P. 5 : ADP : scandaleuse privatisation ! / Unité d'action des communistes / Le rejet de « l'étapisme »
P. 6 : Rejet de « l'étapisme » (suite)
P.7 : Algérie : déclaration du PADS
P. 8 : Hongrie : 100ème anniversaire de la République des Conseils